



18, rue des Gaudines
78100 Saint-Germain-en-Laye
01 83 75 00 00

ETAT - Ministère de la Justice
Secrétariat Général du Ministère de la Justice -
Direction Immobilière de Paris
1 quai de la Corse
75181 PARIS CEDEX 04

À l'attention de Mme Charlotte Selve

Affaire N° : PS/23200096

Réf. client :

Chargé d'opération :

Donia TALEB

Email : donia.taleb@risk-control.fr

Electricien:

Nazim AISSIOU

Email : nazim.aissiou@risk-control.fr

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Indice 2
(annule et remplace l'indice précédent)

Objet de l'indice : Mise à jour suite à la réception du DCE en date du 02/06
/2025

Mise en accessibilité PMR du tribunal judiciaire de Versailles dans le cadre
de son Ad'AP

5 place André Mignot
78000 Versailles

MISSIONS :

L + LE + SEI + HAND

Mission(s) hors CT : + ATTEST HAND

Accréditation n° 3-0959
Liste des sites et portées disponibles sur
www.cofrac.fr



Les seules missions accréditées
sont les missions L et S

Saint-Germain-en-Laye le 2 juin 2025"



SOMMAIRE

1. Objet du rapport	2
2. Renseignements généraux	3
3. Liste des documents examinés	4
4. Description sommaire de l'opération	4
5. Rapport de contrôle technique	7
• Mission de type L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables	7
• Mission de type S relative à la sécurité des personnes dans les constructions	8
• Mission de type hand relative à l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite	9
• Mission de type LE relative à la solidité de l'existant	9
• Avis relatif aux autres missions confiées au contrôleur technique (voir contrat)	10
6. Récapitulatifs des avis défavorables et suspendus	11
7. Liste des documents à communiquer (liste non exhaustive)	12
8. Rappels	13



1. OBJET DU RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique N° PS/23200096, associé à la proposition N° PS/23P200111, que RISK CONTROL doit adresser au Maître d'Ouvrage.

La colonne avis sera remplie selon les abréviations suivantes :

- **F : Avis Favorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception (RICT) ou réalisation (RFCT) sont satisfaisantes, dans le cadre de notre mission.

- **S : Avis Suspendu**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. . La non-communication des informations manquantes conduira à la formulation d'un avis défavorable sur cet ouvrage ou cet élément d'équipement dans notre rapport final.

- **D : Avis Défavorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.

- **SO : Sans Objet**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité n'existe pas.

- **HM : Hors Mission**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité ne fait pas partie du programme des travaux visé par notre contrat de contrôle technique.

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés ci-après.

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- les vérifications de RISK CONTROL sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat.
- les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation.
- les avis suspendus concernent les dispositions insuffisamment définies sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable ou défavorable. En l'absence de fourniture en temps utiles des renseignements et documents nécessaires à RISK CONTROL, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification par RISK CONTROL.

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées.

Toute modification du projet devra être soumise à notre examen.

Nous rappelons, à l'attention des Constructeurs, que la responsabilité de RISK CONTROL ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.



2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

AFFAIRE

Mise en accessibilité PMR du tribunal judiciaire de Versailles dans le cadre de son Ad'AP
5 place André Mignot
78000 Versailles

MAÎTRISE D'OUVRAGE

ETAT - Ministère de la Justice
Secrétariat Général du Ministère de la Justice - Direction Immobilière de Paris
1 quai de la Corse
75181 PARIS CEDEX 04

MAÎTRISE D'OEUVRE

AR architectes
SEREB CONCEPT

BUREAUX D'ÉTUDES

BUREAU D'ÉTUDES STRUCTURE	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES SOLS	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES THERMIQUE	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES ACOUSTIQUE	Sans objet
BUREAU D'ÉTUDES FLUIDES	Sans objet
AUTRES BET	Sans objet

DÉTAILS DE L'AFFAIRE

DÉLAI	6 Mois
MONTANT DES TRAVAUX	Non communiqué
DÉMARRAGE	Non communiqué
DOSSIER D'ASSURANCE	DOMMAGE OUVRAGE
OUVRAGE À CARACTÈRE EXCEPTIONNEL (définition de la police "Dommages - Ouvrage")	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>



3. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

LISTE DES DOCUMENTS

Nous avons reçu de la part de madame SELVE le 27/03/2025 le dossier en phase PRO à jour comprenant les éléments suivants:

01 Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP) 02
02 Notice de sécurité 02
03 Diagnostic d'accessibilité 00
04 Notice d'accessibilité 02
05 Demandes de dérogations 00
06a DPGF détaillée 00
06b DPGF détaillé vierge 00
07 Planning des travaux 02
08 Carnet de plans techniques 03
09 Carnet de plans de sécurité 03
10a Cahier des charges fonctionnel (CCF SSI) 00
10b Plans de zonage SSI (PZSSI) 00

Nous avons reçu de la part de madame SELVE le dossier DCE comprenant les éléments suivants:

- AR_3722_TJ_VERSAILLES_DCE_06a_ESTIM.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_01_CCTP.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_02_NOT_SECU.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_03_DIAG_ACCES.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_04_NOTICE_ACCES.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_05_DEROGATIONS.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_08_PLANS_TECH.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_09_PLANS_SECU.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_10a_CCF_SSI.pdf
- AR_3722_TJ_VERS_DCE_10b_PZSSI.pdf

4. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

Le projet consiste en la mise en conformité de l'accessibilité du tribunal judiciaire de Versailles, situé au 5 place André Mignot. Les travaux s'inscrivent dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmée.

Le tribunal comporte un seul bâtiment en R+3 avec sous sol organisé en trois zones PJ1, PJ2 et PJ3:

- Zone PJ1:

- parking en sous sol, avec locaux techniques et locaux d'archives,
- bureaux en RDC avec un logement de fonction,
- salles d'audience et bureaux au R+1,
- bureaux et archives au R+2,
- locaux techniques avec des salles de réunion et une salle d'audience avec des bureaux au R+3.

- Zone PJ2:

- parking en sous sol avec des locaux d'archives et des locaux techniques,
- des geôles de détention provisoire et des vestiaires Bureaux en RDC avec un logement de fonction Des salles d'audience au R+1,
- des bureaux au R+2
- des salles d'audience au R+3 avec des bureaux

- Zone PJ3:

- Locaux d'archives, avec geôle de détention provisoire et des parloirs pour détenus au sous sol
- des salles d'audience avec des bureaux au RDC
- des bureaux au R+1
- des bureaux, ainsi que des locaux techniques au R+2

Le bâtiment est classé en ERP type W de 2ème catégorie avec activité secondaire de type L.

L'établissement est doté d'un SSI de catégorie A associé à une alarme de type 1.

Les travaux sont décrits ci dessous:

- Une réfection des sanitaires PMR, afin de garantir l'espace de retournement des personnes en fauteuil roulant.
- L'agrandissement de certaines portes afin de garantir la largeur utile de passage requise suivant la réglementation.
- La mise en conformité des escaliers conformément à l'arrêté du 8 décembre 2014
- La création d'espace de retournement dans les salles d'audience
- Le changement des dispositions dans les salles d'audience afin de créer des espaces pour les personnes en fauteuil roulant.
- Mise en oeuvre d'une nouvelle VMC à fonctionnement permanent dont le moteur est prévu 400°1/2H (lève l'avis suspendu figurant dans le rapport sur APD)

Evolution sécurité incendie:

- travaux pour permettre l'évacuation des personnes porteuses de handicap. La solution d'évacuation des personnes à mobilité réduite retenue est le transfert de personne , pour cela deux compartiments seront créés. Il sera privilégié l'aide humaine pour pouvoir évacuer les personnes en situation de handicap.
- travaux de SSI : ajout de flash lumineux dans les sanitaires

Deux demandes de dérogations ont été déposées sous l'angle de l'accessibilité:

1. Dérogation relative à l'impossibilité d'agrandir les portes d'accès aux bureaux niveau RDC. Cette demande est motivée par rapport à l'impossibilité technique liée au bâti existant. Une mesure de substitution serait de mettre un bureau accessible et adapté , les visiteurs en situation de handicap se signaleront à l'entrée et seront conduit exclusivement dans ce bureau.
2. Dérogation relative à l'impossibilité de créer un vestiaire adapté

Référentiels applicables:

Arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité handicapée dans les établissements recevant du public.



N° : PS/23200096
Indice : 2

Mise en accessibilité PMR du tribunal judiciaire de Versailles dans le cadre de son Ad'AP
5 place André Mignot, 78000 Versailles

02/06/2025

Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité incendie dans les établissements recevants du public.



5. RAPPORT DE CONTRÔLE TECHNIQUE

5.1. MISSION DE TYPE L RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES		AVIS
5.1.1. OUVRAGES DE RÉSEAUX DIVERS ET DE VOIRIE		
5.1.1.1. Réseaux divers dont la destination est la desserte privative de la construction		HM
5.1.1.2. Voirie, à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières, dont la destination est la desserte privative de la construction		HM
5.1.2. OUVRAGES DE FONDATIONS		HM
<ul style="list-style-type: none">Fondations profondes	<input type="checkbox"/> (Décrire la structure correspondante)	
<ul style="list-style-type: none">Fondations semi-profondes	<input type="checkbox"/> (Décrire la structure correspondante)	
<ul style="list-style-type: none">Fondations superficielles	<input type="checkbox"/> (Décrire la structure correspondante)	
<ul style="list-style-type: none">Dallages	<input type="checkbox"/> (Décrire la structure correspondante)	
<ul style="list-style-type: none">Radier	<input type="checkbox"/> (Décrire la structure correspondante)	
5.1.3. OUVRAGES D'OSSATURE		
<ul style="list-style-type: none">Maçonnerie	<input type="checkbox"/>	
<ul style="list-style-type: none">Métal	<input type="checkbox"/>	
<ul style="list-style-type: none">Mixte	<input type="checkbox"/>	
<ul style="list-style-type: none">Textile	<input type="checkbox"/>	
<ul style="list-style-type: none">Béton armé	<input type="checkbox"/>	
<ul style="list-style-type: none">Béton précontraint	<input type="checkbox"/>	
<ul style="list-style-type: none">Bois Traditionnel	<input type="checkbox"/>	
<ul style="list-style-type: none">Bois Lamellé-Collé	<input type="checkbox"/>	
5.1.3.1. Éléments porteurs :		
- Béton ou maçonnerie		HM
- Charpente métallique		HM
- Structure métallo-textile		SO
- Charpente en bois		HM
- Structure mixte béton - acier ou béton - bois		HM
5.1.3.2. Contreventements :		
- Béton ou maçonnerie		HM
- Charpente métallique		HM
- Structure métallo-textile		SO
- Charpente en bois		HM
- Structure mixte béton - acier ou béton - bois		HM

5.1.4. OUVRAGES DE CLOS ET COUVERT

5.1.4.1. Clos

5.1.4.1.a. Menuiseries extérieures

HM

5.1.4.1.b. Parties enterrées y compris leur caractère étanche

HM

5.1.4.1.c. Façades et pignons

HM

- | | | | | |
|-------------------------------------|-----|--------------------------|-----|--------------------------|
| • éléments de maçonnerie, béton | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |
| • façade rideaux | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |
| • panneaux ou éléments préfabriqués | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |
| • bardage ou vêtue | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |

5.1.4.2. Couvert

- Toitures

HM

- | | | | | |
|---------------|-----|--------------------------|-----|--------------------------|
| • Couvertures | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |
| • Etanchéité | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |

5.1.5. POUR LES BÂTIMENTS, AVIS SUR LES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLEMENT LIÉS AUX OUVRAGES (MISSION L)

- Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de réseaux divers et de voirie
dont la destination est la desserte privative de la construction

HM

- Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de fondation

HM

- Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages d'ossature

HM

- Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de clos et couvert

HM

- Éléments d'équipement dont la défaillance rend un ouvrage impropre à sa destination . . .

HM

5.2. MISSION DE TYPE S RELATIVE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS

AVIS

- Communication des attendus du Permis de construire ou de l'avis des autorités

S1

- Conception et desserte

HM

- Isolement par rapport aux tiers

HM

- Résistance au feu des structures

HM

- Couvertures et façades

HM

- Distribution intérieure

F

- Locaux à risques particuliers d'incendie

F

- Conduits et gaines

F

- Dégagements

S2

- Aménagements intérieurs

F

- Désenfumage

HM

- Moyens de secours et alerte

S3



- Installations électriques (courants forts)	F
- Installations de chauffage, ECS, ventilation, réfrigération, climatisation	F
- Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM
- Installations de fluides médicaux	HM
- Installations de VMC-Gaz	HM
- Conduits de fumée	HM
- Installations d'ascenseurs et de monte-charges	HM
- Portes automatiques de garages, portes et portails automatiques	HM
- Appareils sous pression de gaz et de vapeur	HM
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants	HM
- Les gardes-corps et fenêtres basses	HM
- Ouvrants en élévation ou en toiture, parois transparentes ou translucides	HM
5.3. MISSION DE TYPE HAND RELATIVE À L'ACCESSIBILITÉ DES BÂTIMENTS AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE	AVIS
- Communication des attendus du Permis de Construire ou de l'avis des autorités	S4
- Cheminements extérieurs	HM
- Stationnement	SO
- Accès au bâtiment	F
- Signalisation, repérage	F
- Circulations intérieures (horizontales et verticales)	S5
- Revêtements (sols, murs et plafonds)	F
- Équipements, dispositifs de commande, portes, portiques et sas	F
- Éclairage	F
- Logements (caractéristiques de base, escaliers, pièces de l'unité de vie)	SO
- Locaux accessibles au public (sanitaires, douches, cabines, hébergement, accueil du public, caisses de paiement)	S6
5.4. MISSION DE TYPE LE RELATIVE À LA SOLIDITÉ DE L'EXISTANT	AVIS
- Définition du programme de travaux sur existants (Existence de documents définissant de manière précise ce programme)	F
- Renseignements justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages existants (constat d'état des lieux, résultats des études de diagnostic effectués, documents définissant les existants.)	F
- En l'absence des renseignements précités, constat visuel d'état des lieux <i>Visite effectuée le (non définie)</i>	HM



- Compatibilité du programme des travaux avec l'état des existants (solidité des parties anciennes des ouvrages concernées par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs)	F
5.5. AVIS RELATIF AUX AUTRES MISSIONS CONFIEES AU CONTRÔLEUR TECHNIQUE (VOIR CONTRAT)	AVIS
- Respect des dispositions techniques énumérées dans le contrat	HM



6. RÉCAPITULATIFS DES AVIS DÉFAVORABLES ET SUSPENDUS

AVIS	COMMENTAIRES
S1	<p>(Mission S): Communication des attendus du Permis de construire ou de l'avis des autorités</p> <p>Les attendus de l'autorisation de travaux relatifs à la sécurité incendie pour le projet de mise en conformité de l'accessibilité devront nous être transmis.</p>
S2	<p>(Mission S): Dégagements</p> <p>Nous constatons qu'il est prévu la mise en oeuvre de contrôle d'accès sur certaines portes. Confirmer que ces portes seront à sortie libre.</p> <p>Nous prenons bonne note qu'il n'est plus prévu de mettre en oeuvre des espaces d'attente sécurisés mais plutôt de privilégier l'aide humaine ainsi que le transfert de compartiment. Ces mesures compensatoires devront être validée par l'autorité compétente.</p>
S3	<p>(Mission S): Moyens de secours et alerte</p> <p>Le dossier d'identité du SSI ainsi qu'un certificat d'associativité des matériels sera à nous transmettre pour avis.</p>
S4	<p>(Mission HAND): Communication des attendus du Permis de Construire ou de l'avis des autorités</p> <p>Les attendus de l'autorisation de travaux concernant l'accessibilité handicapée du bâtiment devront nous être transmis.</p>
S5	<p>(Mission HAND): Circulations intérieures (horizontales et verticales)</p> <p>Le retour suite à la demande de dérogation n°2 par l'autorité compétente devra nous être transmis.</p>
S6	<p>(Mission HAND): Locaux accessibles au public (sanitaires, douches, cabines, hébergement, accueil du public, caisses de paiement)</p> <p>Les attendus de l'autorisation de travaux concernant les demandes de dérogations relatives aux accès au bureau parquet, ainsi qu'à la salle d'audience N devront nous être transmis.</p>



7. LISTE DES DOCUMENTS À COMMUNIQUER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

LISTE DES DOCUMENTS

Voir ci-dessus

8. RAPPELS

- Constituent des « ouvrages » au sens du présent rapport :
 - Les réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
 - Les ouvrages de fondation ;
 - Les ouvrages d'ossature ;
 - Les ouvrages de clos et de couvert
- Constituent des « éléments d'équipement » au sens du présent rapport, les parties de la construction autres qu'ouvrages.
- Constitue un « élément d'équipement indissociablement lié à un ouvrage » au sens du présent rapport, tout élément d'équipement dont la dépose ou le démontage ou le remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.
- Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.
- La responsabilité de RISK CONTROL ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.
- Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.
- Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.
- Les entreprises devront procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, et fournir les fiches d'auto-contrôle correspondantes.
- Constituent des « ouvrages » au sens du présent rapport :
 - VM : Ventilation mécanique
 - CH : Chauffage
 - EL : Installations électriques
 - PB : Plomberie sanitaire
 - RA : Réseau d'alimentation en eau
 - RE : Réseau d'évacuation



Fait à Saint-Germain-en-Laye, le 02 juin 2025

Le chargé d'opération :

Donia TALEB

Le Chef d'agence :

Amer MALLOULI

L'électricien :

Nazim AISSIOU